AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP

Independent Development Evaluation

GUINEE BISSAU
EVALUATION A MI-PARCOURS DE LA STRATEGIE PAYS 2015-2019

Note conceptuelle

Décembre 2017

IDEV
Independent Development Evaluation
Évaluation indépendante du développement

TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION 2
CONTEXTE DU PAYS....2
POLITIQUE ET FRAGILITE 2
ECONOMIE 3
GOUVERNANCE....4
AGRICULTURE....5
INFRASTRUCTURES....5
SECTEURS SOCIAUX 6
AUTONOMISATION DES FEMMES 7
DEFIS MAJEURS DU PAYS 7
STRATEGIE DE DEVELOPMENT DU PAYS 8
STRATEGIE ET PROGRAMME DE LA BANQUE....8
BUT ET OBJECTIFS DE L'EVALUATION....9
QUESTIONS EVALUATIVES....10
METHODOLOGIE PROPOSEE 11
GESTION DE L' EVALUATION 12
EXPERTISE EXTERNE REQUISE....13
LIVRABLES....15
CALENDRIER 15

Annexe 1 Portefeuille actif de la BAD en Guinée-Bissau....16
Annexe 2 Guinée-Bissau principaux indicateurs macroéconomiques....17
Annexe 3 Guinée-Bissau Indicateurs sociaux économiques comparatifs…….. 18
Annexe 4 Guinée-Bissau Tableau et graphique pour la préparation des DSP (contexte politique et économique)....19
Annexe 5 Guinée-Bissau Tableau et graphique pour la préparation des DSP (contexte gouvernance et climat des affaires) 20

INTRODUCTION

Cette note conceptuelle a pour objet de fixer les grandes lignes de la réalisation d'une évaluation à mi-parcours pilote de la stratégie et du programme pays. Dans un premier temps, cette note fait une brève présentation du contexte du pays, ensuite une présentation des stratégies nationales de développement du pays et de la Banque, et enfin présente les aspects essentiels liés à l'évaluation à mi-parcours qui est proposée.

CONTEXTE DU PAYS

La Guinée Bissau est un pays d'Afrique occidentale avec une population de près de 1,8 millions d'habitants en 2017. Depuis son indépendance en 1974, le pays est miné par d'importants facteurs de fragilité qui ont contribué grandement à son instabilité politique, sociale et économique.

La Guinée Bissau est l'un des pays les plus pauvres d'Afrique et son économie est fortement exposée aux chocs exogènes. En 2013, le revenu national brut par habitant était de 590 USD par habitant et plus de 70% de la population vivait avec moins de 2 dollars US par jour. Le pays est très endetté et confronté à de sérieuses difficultés financières et macroéconomiques. Le pays fait également face à d'énormes défis dans le secteur agricole, un grand déficit d'infrastructures dans le domaine énergétique, eau et assainissement, secteur social (éducation, santé), etc.

L'économie bissau-guinéenne souffre d'être peu diversifiée. La principale source de devises est la noix de cajou non transformée. Les performances économiques du pays sont faibles en raison notamment d'un environnement de gouvernance difficile, rythmé par des crises politiques. La fragilité politique en Guinée-Bissau a entravé la participation du secteur privé à la croissance et à la réduction de la pauvreté. Le dernier coup d'état qui s'est produit en Avril 2012 a mis un frein au développement du pays, causé le retrait des bailleurs de fonds et la mise au ban de la communauté internationale jusqu'à la fin de la transition en 2014 et la mise en place d'un gouvernement civil démocratiquement élu.

C'est donc dans un contexte de transition post coup d'état que la Banque Africaine de Développement (BAD) a élaboré son document de stratégie 2015-2019 pour accompagner le pays dans la réalisation de ses objectifs de développement.

POLITIQUE ET FRAGILITE

La Guinée Bissau a accédé à l'indépendance en 1974 à la suite d'une longue guerre de résistance débutée dans les années 60. Depuis lors, le pays est entré dans un cercle vicieux d'instabilité dont il peine à sortir. Le premier coup d'état date de 1980. Il a été le premier d'une longue série de tentatives de coups d'état dont 4 coups d'état effectifs. Entre 1998 et 1999, une guerre civile pour le pouvoir a dévasté le pays faisant des milliers de morts et de personnes déplacées, détruisant une grande partie des infrastructures, réduisant le revenu national de 28% pour la seule année 1998, et le laissant exsangue.

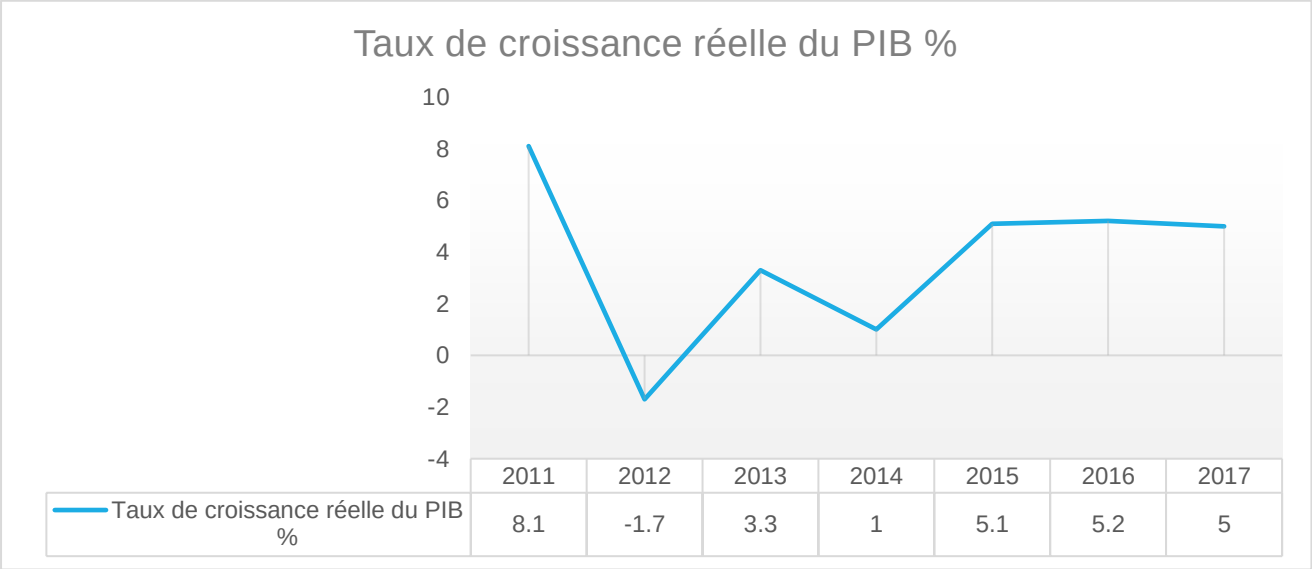
Cette instabilité, est en grande partie due à l'interférence des militaires dans le processus politique. La situation s'est compliquée à partir de 2006 par un nouveau facteur déstabilisateur, le narcotrafic de l'Amérique Latine qui a transformé la Guinée-Bissau en base pour le transit de stupéfiants vers d'autres destinations, notamment l'Europe.

Le contexte politique et sécuritaire dans lequel a évolué la Guinée-Bissau au cours des dix dernières années est globalement préoccupant. Le dernier coup d'état remonte à Avril 2012. Suite à celui-ci, une transition a conduit à des élections libres en 2014 remportées par le Président Jose Mario VAZ. Le pays n'a pas connu de coup d'état depuis lors mais les luttes intestines du parti au pouvoir et autres tensions maintiennent le gouvernement dans une impasse politique contreproductive au développement de l'économie. Signe de cette impasse, le pays a connu 5 premiers ministres depuis 2015.

L'analyse de la fragilité[1] montre des sources multiples de fragilité telles que la gouvernance politique, la gouvernance sociale, la gouvernance au sein de l'armée et la corruption. A l'instar des pays en situation post-conflit, la Guinée Bissau a un besoin urgent de réformes institutionnelles, de restructuration et de démobilisation de l'armée, ainsi que de développement des infrastructures de base. Les facteurs de fragilité sont structurels et remontent pour la plupart à l'époque coloniale ou post indépendance et nécessitent donc une approche politique, sociale et économique de long terme.

Les statistiques ci-dessous (graphique 1) montrent l'effet négatif important des facteurs de fragilité sur le développement du pays. Une étude sommaire du Fond Monétaire International a estimé[2] que le coup d'état de 2012 aurait à lui seul coûté une baisse entre 65 et 90 % de taux de croissance attendu en cette année 2012.

Graphique 1 : Taux de croissance réelle du PIB (Guinée Bissau)



	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Taux de croissance réelle du PIB %	8.1	-1.7	3.3	1	5.1	5.2	5

Source: FMI: World Economic Outlook, Avril 2017.

ECONOMIE

La croissance bissau-guinéenne est fortement tributaire du secteur agricole (49% du PIB en 2013) notamment la noix de cajou qui représente à elle seule 87,7% des exportations totales en 2013 (voir annexe 3). Les performances des secteurs secondaire et tertiaire sont encore limitées (respectivement 38% et 13% du PIB en 2013) par des contraintes infrastructurelles telles que l'énergie, l'eau et les infrastructures de transport. Le pays n'a pas été en mesure à ce jour de réaliser les investissements nécessaires au renforcement du tissu économique.

Le contexte économique lors de l'élaboration du DSP en 2014 est caractérisé par une reprise de l'activité après les contre-performances dues notamment au coup d'état d'avril 2012. De 5,3% en 2011, le taux de croissance a chuté à -1,5% en 2012 avant de se fixer à 0,3% en 2013 et 3% en 2014. La reprise économique s'est poursuivie en 2015 et 2016 en grande partie en raison des bonnes performances du secteur agricole. La croissance réelle a été de 5,1% en 2015 et de 5,2% en 2016. Les incertitudes politiques continuent cependant de freiner l'économie bissau-guinéenne et la contribution du secteur public à la croissance a été négative en 2015. Le tableau (1) ci-dessus montre l'évolution de quelques indicateurs macroéconomiques.

Tableau 1 : Quelques Indicateurs macro-économiques

[1] Applying the Fragility-lens to inform the Bank's strategic and operational reengagement, AfDB 2014
[2] IMF Country Report No. 15/195, Guinea Bissau: Selected Issues p. 12, July 2015

Années	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PIB (milliards USD)	0,59	0,59	0,7	0,87	0,83	0,85	1,1	0,99	1,05	1,06	1,04	1,16
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,3	2,3	3,3	3,2	3,4	4,6	8,1	-1,7	3,3	1	5,1	5,2
PIB par habitant (USD)	443	437	503	613	572	583	737	649	671	662	640	694
Revenu National par habitant	393	392	453	545	511	519	656	576	595	568	528	-
Taux d'inflation (%)	3,4	2	4,6	10,4	-1,6	1,1	5,1	2,1	0,8	-1	1,5	1,5
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-	-4,3	-3,2	-2,5	-5,3	-8,6	-4,2	-11,9	-7,2	-2,8	-0,5	2,7

Source: FMI - World Economic Outlook Database, April 2017, AFDB African Economic Outlook 2017

Le climat des affaires en Guinée-Bissau n'est pas propice. Plusieurs obstacles se dressent sur la route des entreprises, notamment la corruption, les difficultés d'accès au crédit, les lenteurs administratives, la justice, etc. En dépit des réformes de ces dernières années, la Guinée-Bissau se classe dans le peloton de queue de l'index Doing Business. Ces réformes commencent à porter cependant quelques fruits. De la 180ème place en 2010, le pays est passé à la 172ème place en 2017 soit une progression de 8 places.

Le système bancaire et financier du pays est également faible, comparé aux pays voisins de l'Union Monétaire et Economique Ouest Africaine (UEMOA)[3]. Le taux de bancarisation est faible, l'obtention de crédit est difficile, en raison de la faiblesse de l'épargne et du manque de culture bancaire et de garanties.

GOUVERNANCE

Depuis l'instauration du nouveau gouvernement en 2014, le pays a opéré des réformes qui ont contribué à améliorer sensiblement la gestion des finances publiques. Le rapport sur les perspectives économiques de l'Afrique pour l'année 2016 note en ce qui concerne la Guinée Bissau[4] "...certaines mesures mises en place en 2014-15 ont continué de porter leurs fruits, notamment dans le domaine fiscal. Pour 2017 et 2018, les réformes des recettes planifiées, comme la mise en place d'une facture unique mentionnant le numéro d'identification fiscale, devraient renforcer les perspectives et entraîner une hausse des recettes. Les dépenses ont été, elles, plus importantes qu'en 2015, notamment du fait du remboursement de la dette interne. Le taux de pression fiscale stagne à 9.6 % du PIB. Le solde budgétaire global se situe à -4.0 % du PIB et le solde primaire à -3.3 % en 2016''.

Toutefois, il est à noter que le pays a souffert en 2016 du gel des appuis budgétaires des bailleurs (dont la BAD) motivé par un sauvetage bancaire opaque effectué en 2015 par les autorités et ce pour un montant de 34.2 milliards XOF (Franc CFA BCEAO), représentant 5.6 % du PIB.

Plusieurs sources[5] ont spécifiquement noté les problèmes de gouvernance suivants (i) le non-respect de l'état de droit, (ii) le favoritisme et le népotisme dans la gestion des affaires publiques, (iii) la faible capacité de conception et de mise en œuvre des projets, (iv) la mauvaise gouvernance budgétaire, (v) la corruption généralisée dans l'administration et l'armée, (vi) et une faible participation de la société civile à la gestion publique. Un recensement des fonctionnaires du pays a par exemple découvert l'existence de plus de 14000 fonctionnaires fictifs dans la fonction publique.

L'administration publique bissau-guinéenne est faible (en termes de capacités et de compétences), les systèmes sont peu-performants et les organismes et agences ne peuvent pas livrer les résultats voulus.

[3] La Guinée-Bissau est pays membre de l'UEMOA

[4] Perspectives économiques en Afrique © BAD, OCDE, PNUD 2017

[5] Parmi lesquelles on note : Ibid.," Public Sector Managment Reforms in Africa". Rapports Annuels de la Banque Mondiale (2014), Transparency International Africa Report 2013, USAID et CIA rapports pour Guinée- Bissau 2014.

AGRICULTURE

En Guinée-Bissau, l'agriculture occupe 80% de la population active et contribue à hauteur de presque 50% au PIB (2011), Le secteur est dominé par deux grands groupes de producteurs : i) les petits producteurs ou tabancas et ii) les grands producteurs modernes ou les ponteiros. Le potentiel agricole du pays est énorme avec 35% de la surface totale du pays favorable à l'agriculture. Cependant, en 2013 seulement 18% de cette superficie était valorisée. Le pays possède des terres cultivables fertiles et un climat idéal pour cultiver une grande variété de cultures, mais pour des raisons historiques et la concentration économique, la production de noix de cajou domine le secteur agricole. Le document de stratégie du gouvernement fait le constat que « L'instabilité politique et institutionnelle depuis plusieurs années n'a pas permis l'adoption et la mise en œuvre d'une stratégie à moyen terme pour le secteur agricole et des programmes cohérents et efficaces. L'insuffisance d'un système de financement pour les activités du secteur primaire, surtout pour le secteur agricole, et l'état de délabrement des infrastructures économiques surtout portuaires ont réduit la compétitivité du secteur et plus particulièrement l'anacarde. ».

En effet, la Guinée Bissau est le sixième producteur de noix de cajou au monde. La culture de l'anacarde représente 20% du PIB total de la Guinée-Bissau ainsi que 85% de tous les emplois dans le pays. La plupart de ces emplois sont peu rémunérés et non qualifiés. Le secteur agricole fait face à des contraintes multiples telles que : la faiblesse des structures d'encadrement technique, le manque de vulgarisation agricole des recherches agronomiques, la rareté d'organisations professionnelles de producteurs et de la société civile et les pertes après récolte.

La production du riz constitue la base de la sécurité alimentaire nationale. Une superficie de l'ordre de 68.000 ha (2014) est cultivée en riz dont 37% en riz pluvial et 63% en riz de bas-fonds et de mangrove. Les autres céréales cultivées sont : le maïs, le sorgho, le mil et le fonio. Il existe d'autres cultures telles que : l'arachide, le manioc le coton, le cajou, le haricot, le palmier à huile, les légumes, les tubercules et les fruits. Malgré les conditions agro-écologiques favorables, la production céréalière reste faible et ne couvre pas les besoins alimentaires du pays. La riziculture reste la culture vivrière dominante (198.504 tonnes de riz paddy en 2012/2013). Le déficit vivrier est comblé annuellement par des importations coûteuses de riz (70.000 - 90.000 tonnes de riz annuellement)

La pêche a un potentiel total de 1,3 million de tonnes, un potentiel annuel estimé à 275.000 tonnes, mais son niveau actuel d'exploitation annuelle se situe autour de 60.000 tonnes dont seulement 25.000 tonnes sont consommées localement, ce qui représente moins de 10 pour cent des exportations et contribue seulement à 4% du PIB. Les pêcheries sont confrontées à des contraintes grandissantes, notamment des risques de surexploitation des principales espèces et le faible encadrement et formation des pêcheurs artisanaux, des femmes vendeuses et transformatrices et autres acteurs du secteur.

INFRASTRUCTURES

L'instabilité politique et la guerre ont mis un frein au développement des infrastructures dans le pays. En matière d'énergie, le pays enregistre un taux d'accès à l'électricité très faible estimé à 5,3% à fin 2014 au plan national et à 20% à Bissau. Avec une capacité de production électrique disponible de 12,5 MW, le pays ne peut couvrir les besoins existants estimés à près de 30 MW pour la capitale seule. L'intérieur du pays est quant à lui dépourvu d'ouvrages électriques. La situation présente un déficit alarmant en matière de gouvernance du secteur, de capacités techniques et humaines. Le soutien des partenaires techniques au cours de ces dernières années était notamment orienté vers la maintenance de l'unique centrale électrique de Bissau, l'achat de combustible pour son fonctionnement, l'augmentation de capacité de production et la réhabilitation des réseaux de distribution.

Les infrastructures de transport constituent la deuxième contrainte du pays. Le port de Bissau en est un exemple. En dépit de son potentiel pour être le poumon de l'économie [6], grâce à sa position géostratégique pour le commerce international, le port de Bissau est dans un état déplorable et nécessite des investissements et des réformes considérables. En effet, le port enregistre diverses difficultés telles que de mauvaises performances opérationnelles, des tarifs élevés, des infrastructures en déclin et une mauvaise gouvernance d'entreprise.

En outre, les routes surtout secondaires et tertiaires sont dans un mauvais état. Alors que le réseau routier semble globalement adéquat pour la Guinée-Bissau la qualité des routes ne l'est pas. Le secteur nécessite des investissements considérables pour accompagner la croissance des autres secteurs productifs et booster le développement.

SECTEURS SOCIAUX

Le pays est également confronté à des performances défavorables en matière d'éducation, de santé et d'environnement en raison de ressources gouvernementales limitées et de l'instabilité institutionnelle. Le pays a stagné dans le décile le plus bas de l'indice de développement humain depuis plus de 10 ans. En 2015, 70% de la population vit dans une pauvreté modérée. Selon le rapport de développement humain 2016, la Guinée – Bissau occupe la 178e place sur 188 pays. Son indice de développement humain est de 0,424.

Dans le domaine de la santé, le pays ne consacrait en 2013 que 5,5% de PIB aux dépenses de santé. Un rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé[7] indique qu'en 2016, le taux d´accroissement de la population bissau-guinéenne est de 2,2% pour une espérance de vie de 58,9 ans à la naissance inférieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Le profil épidémiologique est caractérisé par la prédominance des maladies transmissibles avec une émergence des maladies non transmissibles et des nouvelles maladies. Cette situation est aggravée par l´état du système de santé déficient pour donner des réponses adéquates aux exigences de la population, ayant comme conséquence un taux élevé de mortalité maternelle de 549/100 000 naissances vivantes et infantile de 92.5 pour 1000 enfants de moins de 5 ans dont les causes principales sont les complications néonatales (23%), les infections respiratoires aiguës (23%), le paludisme (21%), les maladies diarrhéiques (19%) et la malnutrition (33%).

Sur le plan de l'éducation, la Guinée-Bissau a fait des progrès significatifs au cours des dernières années. Dans le domaine de l'éducation de base, la Guinée-Bissau a progressé et les taux d'alphabétisation sont comparables à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Les défis sont cependant immenses et le secteur reste largement à construire. Une note technique de l'UNESCO[8] de novembre 2016 indique « ...les ressources internes de l'État ne représentent que 7 % du PIB, un niveau très faible, 3 fois inférieur à la moyenne observée sur le continent africain. Et de ces faibles ressources, l'éducation n'est pas une priorité, puisque la part du budget qui y est consacrée (13 % en 2013) est deux fois inférieure à celle des pays de niveau de richesse comparable. ».

Le niveau de scolarisation est, en Guinée-Bissau, bas. Seulement 60 % des enfants achèvent le cycle primaire de 6 années, et au total, près de 45 % des enfants en âge d'être scolarisés sont en dehors de l'école. Les défis majeurs sont le manque d'établissements, la faiblesse des normes et de la qualité des apprentissages ainsi que la faible qualité du corps enseignant. Toutes ces difficultés combinées rendent préoccupante la situation du secteur et de sa contribution au développement du pays.

[6] Le port de Bissau gère plus de 85% du commerce international enregistré de Bissau dont les principaux produits d'exportation tels que la noix de cajou

[7] http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/250275/1/ccsbrief_gnb_en.pdf?ua=1.

[8] Guinée Bissau, Note pays – UNSECO Novembre 2016

AUTONOMISATION DES FEMMES

En Guinée Bissau, les violations des droits des femmes et autres inégalités basées sur le genre interviennent à plusieurs niveaux : social, économique et légal. En 2017, la population de Guinée Bissau est estimée à 1.8millions dont à peu 50.3% de femmes. Les disparités entre les sexes sont fortement marquées notamment en ce qui concerne l'accès à l'éducation. Près de 64,12% des femmes sont illettrées contre 47,97% des hommes. Les 3 principaux abus subis par les femmes sont les mariages forcés et précoces, les violences basées sur le genre et les mutilations génitales féminines. Les mutilations génitales féminines touchent 44,9% des femmes (MICS[9] 2014). Selon les résultats du MICS 2014, 41,8% des femmes approuvent la violence de leurs partenaires, signe d'une méconnaissance de leurs droits, de la faible sensibilisation des femmes et de la survivance de pratiques coutumières ou religieuses aux conséquences négatives.

Les femmes sont les principales actrices du secteur agricole, avec des moyens de production rudimentaires ; et malgré cette implication, elles sont très peu représentées dans les instances de décisions concernant les terres et ressources, qui sont dominées par les hommes. Dans le secteur de la pêche où elles sont également très actives, les femmes font face à d'importantes difficultés notamment l'absence d'infrastructures et de mesures d'accompagnement pour renforcer leur autonomisation.

Le profil genre du pays élaboré en 2014 par la BAfD identifie plusieurs obstacles à l'autonomisation et la prospérité des femmes bissau-guinéennes rurales et urbaines dont les principales sont : i) L'accès au financement, ii) L'accès aux services d'extension et de formation et iii) l'accès aux infrastructures de base (eau et assainissement, santé, etc.)

En matière de droits, trois principaux problèmes sont liés aux droits des femmes dans le pays selon le profil genre. Il s'agit de l'existence des lois discriminatoires (accès des femmes à la terre, droit d'héritage, mariage…), de la faible mise en application des lois pour la protection des droits des femmes, et de la faible présence judiciaire et des services chargés des questions de genre au niveau local.

DEFIS MAJEURS DU PAYS

En dépit d'un potentiel économique certain, la Guinée-Bissau n'a pas réussi à amorcer une croissance durable et inclusive. Assurer la stabilité politique et institutionnelle est une condition sine qua none pour garantir le retour des bailleurs de fonds et des investisseurs afin d'accélérer la reprise économique et développer les secteurs secondaire et tertiaire. La gestion publique du pays est également un défi majeur. Les dépenses publiques restent largement inefficientes pour assurer le développement des capacités institutionnelles, techniques et humaines du pays.

La Guinée-Bissau doit aussi diversifier son économie tout en renforçant la production agricole actuelle qui est en deçà des potentialités. Le pays a une forte dépendance aux recettes d'exportation de la noix de cajou mais ce secteur reste encore largement sous exploité en raison du faible développement des chaines de valeur dans le pays, et les prix globaux fluctuent largement. Il faut dire que l'Inde est de loin le client le plus important, et la Guinée-Bissau se trouve dans une situation vulnérable où elle pratique essentiellement une monoculture avec la majorité de sa production agricole étant destinée à un seul client

Le pays doit aussi opérer de multiples réformes administratives et économiques en vue d'améliorer les capacités de l'administration publique, la fiscalité, l'accès aux services de bases et le climat des affaires. Par ailleurs, la réduction de la pauvreté en Guinée Bissau nécessite de conduire des politiques publiques visant à réduire les inégalités sociales croissantes tout en renforçant les bases de la bonne gouvernance et de l'état de droit, et ceci dans un contexte ou le pays est essentiellement incapable de capturer les

[9] *Guinea-Bissau* Multiple Indicator Cluster Survey (MICS5) *2014*

revenus domestiques nécessaires et n'a pas les revenus pour payer ses opérations quotidiennes et encore moins ses plans de développement.

STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DU PAYS

Le document stratégique de base est le DENARP II, (2011-2015 prorogé jusqu'en 2018) retient pour objectif global de « Réduire la pauvreté par le renforcement de l'Etat, l'accélération de la croissance et la réalisation des OMD ». Cet objectif se décline en quatre axes stratégiques : (i) Renforcer l'Etat de droit et les institutions républicaines ; (ii) Assurer un environnement macro-économique stable et incitatif ; (iii) Promouvoir le développement économique durable ; et (iv) Relever le niveau de développement du capital humain.

La logique d'urgence a conduit le GdGB à définir des priorités de court terme et de moyen terme dans la mise en œuvre du DENARP II. Au titre du court terme, les priorités immédiates du gouvernement dans son programme 2014-2018 sont : (i) la continuité du paiement des salaires, (ii) le rétablissement d'un service minimum d'électricité, (iii) la reprise des services de santé et d'éducation, et (iv) la conduite d'une bonne saison agricole.

Dans le moyen terme, les bases de la reconstruction sont (i) une bonne gestion des finances et des biens publics ; (ii) des investissements en infrastructures, et (iii) des réformes et appuis aux secteurs sociaux. Le pays a également souscrit aux principes du « New Deal » pour les Etats fragiles qui a pour axe principal la consolidation de la paix et du renforcement de l'Etat.

Le GdGB a récemment développé une vision à long terme (Terra Ranka 2016-2025) pour le développement du pays et une table ronde des donateurs a eu lieu en mars 2015 à Bruxelles, où les donateurs ont promis un milliard d'euros pour la mise en œuvre de la stratégie. La nouvelle vision 2025 est d'infléchir durablement la trajectoire de développement afin de transformer la Guinée-Bissau en un pays stable, attrayant, uni, bien gouverné, avec un niveau de vie intermédiaire qui offre des opportunités à la jeunesse et aux investisseurs nationaux et étrangers.

Il ressort de cette vision que les piliers de la vision à l'horizon 2025 du pays sont (i) d'instaurer la bonne gouvernance, (ii) d'assurer un développement durable et inclusif, (iii) et de diversifier l'économie à travers quatre moteurs de croissance que sont l'agriculture et l'agro-industrie, la pêche, le tourisme et les mines.

Terra Ranka reprend les axes majeurs de la DENARP II et identifie cinq fondements qui constituent les cinq axes stratégiques (i) la paix et la gouvernance, (ii) la biodiversité et le capital naturel, (iii) les infrastructures et le développement urbain, (iv) le développement humain (v) et le cadre des affaires.

Le Plan Guinée-Bissau 2025 « Terra Ranka » se présente comme un plan ambitieux de transformation en une décennie de la Guinée-Bissau. Il se décline durant la période 2015-2020 en six axes, vingt-trois (23) domaines d'actions, cinquante-trois (53) programmes et 115 projets, pour un coût d'environ 1 305 milliards de F CFA. Suite à la table ronde de mars 2015 qui a obtenu l'engagement des bailleurs à soutenir le plan du Gouvernement, le principal défi reste celui de son exécution.

STRATEGIE ET PROGRAMME DE LA BANQUE

Le Document de Stratégie Pays (DSP)} pour 2015-2019 a pour objectifs d'une part, d'aider à renforcer la résilience des institutions gouvernementales afin d'éviter l'émergence de situations de fragilité et, d'autre part, de favoriser des investissements orientés pouvant générer des retombées économiques élevées.

Le DSP pour la Guinée-Bissau, approuvé en 2014 a été élaboré dans un contexte où la Banque avait cessé ses activités dans le pays depuis le coup d'état d'avril 2012. La stratégie de la Banque visait à reprendre les activités dans le pays en contribuant principalement à (1) la résilience institutionnelle, (2) l'amélioration de la connectivité des transports et (3) l'amélioration de l'alimentation électrique. Pour ce faire, le DSP se structure en deux piliers.

Le pilier 1 vise à "Renforcer la gouvernance et les fondations de l'Etat". Il s'agit en particulier de contribuer à :

- Restaurer les structures gouvernementales, payer les salaires des fonctionnaires et de fournir des services publics de base comme recommandé dans le New Deal pour les pays en situation de fragilité ; et
- Rendre opérationnel les institutions judiciaires nécessaires au bon fonctionnement des institutions économiques publiques et privées.

Le pilier 2 a pour objectif principal de "Développer les infrastructures favorisant une croissance inclusive". La priorité de ce pilier était l'infrastructure d'investissement ayant un impact régional qui fournira le meilleur rendement économique et assurera la cohésion sociale et la résilience.
Le DSP note que ce pilier « vise à faciliter l'ouverture de la production » et « vise à ouvrir les régions en interne afin d'éliminer les goulots d'étranglement affectant la fourniture de services sociaux et de faciliter la participation communautaire au redressement économique et politique ».
Le DSP prévoit également de se concentrer sur quatre « aspects critiques » que sont

- L'intégration régionale, en particulier, la revitalisation des partenariats régionaux ;
- La participation accrue des acteurs non étatiques, en particulier du secteur privé ;
- La coordination des opérations des donateurs et des partenaires ; et
- Le dialogue sur les politiques gouvernementales afin de mieux intégrer la fragilité.

En avril 2017, le portefeuille actif de la Banque en Guinée-Bissau s'élève à 39,74 millions d'UC[10] pour 6 projets couvrant les secteurs sociaux, de gouvernance, d'énergie et d'agriculture et un projet énergétique multinational de 4,5 millions d'UC. Les principaux instruments de financement sont des subventions avec 66% du portefeuille.

Comme la Banque a cessé ses activités en Guinée-Bissau suite au coup d'état de 2012, aucun projet n'a été approuvé depuis cette période jusqu'en 2015. L'âge moyen du portefeuille est donc faible, à l'exclusion d'un programme de renforcement des capacités approuvé en juillet 2009. L'observation la plus frappante sur le portefeuille est le très faible taux de décaissement de 9,6%. Seul un soutien d'urgence pour lutter contre l'épidémie du virus Zika approuvé en 2017 a été entièrement déboursé, tous les autres projets étant compris entre 0% et 26%.

BUT ET OBJECTIFS DE L'EVALUATION

1. BUT DE L'EVALUATION

La conduite de l'évaluation à mi-parcours de la stratégie et du programme pays de la Guinée Bissau a pour but de fournir une appréciation objective de la stratégie après deux années de mise en œuvre et d'informer la discussion sur la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie.

2. OBJECTIFS

- **<u>Redevabilité</u>**
  - Informer le Conseil d'Administration sur la pertinence de la stratégie et l'efficacité de l'exécution du programme à mi-parcours et les facteurs sous-jacents.
  - Identifier un éventuel besoin de redéfinition de la stratégie en vigueur et/ou fournir des éléments d'analyse pertinents pour la définition de futures stratégies pays en Guinée-Bissau.
- **<u>Apprentissage</u>**
  - Identifier les facteurs affectant la performance de la mise en œuvre des interventions de la Banque en Guinée-Bissau en vue de générer des connaissances utiles pour améliorer de futures opérations dans le pays.

[10] Une mise à jour sera effectuée pour le rapport de démarrage. Voir annexe 1

- Renforcer l'efficacité de la mise en œuvre des projets pour la période restante du DSP (2018-2019).
- Générer des connaissances pour renforcer les interventions de la Banque dans les pays en transition
- Tirer des leçons sur l'utilité et l'opportunité des évaluations à mi-parcours.

QUESTIONS EVALUATIVES

L'évaluation tentera de répondre aux questions évaluatives en relation avec les critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience et de durabilité dans une certaine mesure. Cette évaluation considèrera également le genre comme un critère d'évaluation à part entière.

1. PERTINENCE

L'évaluation questionnera la solidité des hypothèses ayant prévalu à la définition des piliers de la stratégie. Il s'agit de s'assurer que la Banque a considéré toutes les alternatives et retenu la meilleure stratégie pour accompagner le développement du pays notamment en considérant son caractère de pays en transition. A cet égard, la question de la pertinence prendra non seulement en compte l'alignement avec les stratégies du pays et de la Banque mais aussi la nécessite de fournir au pays une solution crédible, efficace et visant à maximiser l'efficacité du programme de la BAD.

- Dans quelle mesure, la stratégie et le programme (pipeline de projets) répondent-ils aux besoins de la GB et aux principes d'intervention de la Banque dans les pays en transition ?
- Les hypothèses ayant guidé l'élaboration de la stratégie étaient-elles justes et demeurent-elles pertinentes à mi-parcours dans son implémentation ?
- Dans quelle mesure la Banque a-t-elle fait preuve de flexibilité et d'adaptation dans la conception de la stratégie (réactivité face à une situation post-conflit, gestion du manque de capacité au niveau de la Banque pour la gestion de ses activités dans le pays) ?
- Dans quelle mesure la Banque a-t-elle fait preuve de sélectivité dans le choix des actions mises en œuvre ?
- Dans quelle mesure les opérations prévues pour la deuxième moitié de la stratégie sont-elles pertinentes, du point de vue du contexte du pays et de la stratégie ?

2. EFFICACITE

La question de l'efficacité sera soulevée sur le plan des résultats opérationnels obtenus à mi-parcours. L'évaluation se penchera notamment sur les facteurs qui expliquent les performances enregistrées. L'analyse se concentrera sur les facteurs internes et externes à la Banque dans le but d'expliquer clairement la performance et d'identifier les mesures correctrices qui s'imposent. L'analyse inclura les opérations de prêt et hors prêt notamment le soutien à la réforme et au renforcement de l'État et l'amélioration de la résilience du pays, l'efficacité du dialogue sur les politiques et la gestion des connaissances tels que retenus pas le DSP. Par ailleurs, il convient de tirer des enseignements de l'efficacité de la gestion de la réponse de la Banque entre 2012 (cessation des activités) et 2014 (reprise des activités).

- L'engagement de la Banque contribue-t-il à lever les goulots d'étranglement structurels et à renforcer la résilience de la GB ?
- La Banque a-t-elle été efficace dans la reprise des activités avec la Guinée Bissau ?
- Dans quelle mesure la Banque a-t-elle exécuté le programme indicatif retenu ? Les objectifs à mi-parcours (programme, interventions prêts et « hors-prêts ») sont-ils atteints ? Quels sont les facteurs qui expliquent cette performance ?
- Que peut faire la Banque dans le contexte actuel pour atteindre les objectifs fixés et assurer une performance optimale ?

3. EFFICIENCE

L'efficience se focalisera sur une analyse des moyens investis en Guinée Bissau par rapport aux résultats obtenus à mi-parcours. L'analyse se focalisera sur les ressources de la Banque dédiées à la Guinée Bissau pour déterminer leur adéquation avec la stratégie retenue.

- Dans quelle mesure les moyens mobilisés ont-ils contribués à l'atteinte des résultats attendus ? Quelle appréciation peut être faite de l'adéquation entre les ressources mobilisées et les objectifs assignés à la stratégie.

4. DURABILITE

- Le DSP et les projets mis en place intègrent-ils de manière adéquate la question de la durabilité ?

5. GENRE ET INCLUSION

Les questions du genre et de l'autonomisation de la femme, de l'égalité et de la croissance inclusive seront traitées de manière transversale et spécifique.
Pour ce faire, plusieurs sous-questions évaluatives seront définies en lien avec le contexte du pays :

- Dans quelle mesure le DSP et les projets en cours ont-ils intégré la dimension genre/autonomisation des femmes et des inégalités dans leur conception ? Quelle appréciation peut être faite du dispositif de suivi mis en place ?
- Quelles sont les opportunités (internationales, nationales, sectorielles) pour la promotion du genre et l'autonomisation des femmes dans le pays ? Ont-elles été identifiées et/ou exploitées par la Banque ?
- Quels sont les résultats obtenus à mi-parcours ? Dans quelle mesures les objectifs fixés pourraient-ils être atteints ? Quels sont les facteurs contraignant la prise en compte de l'aspect genre et d'autonomisation des femmes dans la mise en œuvre des interventions de la Banque ? Quelles sont les mesures correctives prises à ce jour ?
- Dans quelle mesure les effets des mesures mise en œuvre sont elle susceptibles de se maintenir de manière durable après la fin des interventions de la Banque

6. QUESTIONS TRANSVERSALES

Plusieurs questions spécifiques seront par ailleurs examinées, notamment :

- **Partenariat :** La Banque a-t-elle été efficiente dans la coordination des efforts avec d'autres partenaires ? Existe-t-il un gap dans les interventions des autres partenaires où la Banque a une expertise et pourrait apporter une valeur ajoutée ?
- **Développement des capacités :** Dans quelle mesure, l'action de la Banque a-t-elle contribué au renforcement des capacités dans le pays ? Dans quelle mesure, ce manque de capacité et la situation politique précaire constituent-ils un frein pour la Banque dans la mise en œuvre de ses interventions ? Les compétences pour la mise en œuvre des projets de la Banque existent elles ?

METHODOLOGIE PROPOSEE

L'évaluation utilisera une méthodologie basée sur la théorie du changement (TdC). Il s'agit de définir la théorie du changement qui sous-tend la stratégie et le choix des interventions de la Banque en Guinée Bissau, et ensuite d'apprécier les résultats obtenus sur la base de ladite théorie.

L'évaluation emploiera une approche active basée sur l'utilisation de méthodes mixtes (quantitatives et qualitatives).

La démarche proposée comporte les étapes majeures ci-après : (i) revue de la littérature, (ii) collecte et analyse de données, (iii) élaboration du rapport d'évaluation, (iv) révision et finalisation.

La méthodologie utilisée pour cette évaluation respectera les critères OCDE/CAD et les principes de l'ECG. Des spécificités et innovations seront apportées à la méthodologie sur les aspects suivants (i) évaluation sensible au genre, (ii) évaluation des pays en transition ou en situation de fragilité, (iii) cadre d'analyse de développement des capacités dans le secteur public.[11]

GESTION DE L'EVALUATION

1. ROLES ET RESPONSABILITES

Responsable	Fonction	Rôles
Oswald Agbadome	Evaluateur principal	• Gestion du processus d'évaluation[12] • Mission de collecte de données • Recrutement des consultants • Finalisation des livrables
Latéfa Camara	Evaluatrice	• Recherche documentaire et revue littéraire • Appui aux missions de terrain • Finalisation des livrables
Samer Hachem / Madhusoodhanan Mampuzhasseril	Superviseur / Management IDEV	• Supervision de l'évaluation • Suivi des activités • Validation de processus de recrutement des consultants • Validation des différents livrables et sous-livrables
Télesphore Somé Grace Gabala		• Définition de la stratégie de communication et de gestion du savoir • Mise en œuvre des actions identifiées
Anasthasie B. GOMEZ-SOKOBA		• Soutien administratif et logistique

2. GROUPE DE REFERENCE

Le tableau ci-dessous propose la composition du groupe de référence de l'évaluation. Les documents qui seront soumis au groupe de référence sont notamment le rapport de démarrage, le rapport technique provisoire et le rapport de synthèse final.

Structure	Personnes clés

[11] Une approche d'analyse fondée sur le concept de gestion des « aptitudes » sera utilisée, en complément des approches traditionnelles de « capacités ».

12 Le rapport de démarrage précisera la répartition des rôles et la division du travail au sein de l'équipe d'évaluation

BAD	RDGW	• Point focal Guinée Bissau • Economiste pays • Gestionnaires de projet (2)
	ECVP	• Spécialiste Gouvernance
	AHVP	• Spécialiste Agriculture
	AHGE	• Spécialiste Genre
	RDTS	• Spécialiste des Etats en transition
GdGB[13]	Ministère des Finances Ministère du Plan	1 représentant 1 représentant
Partenaires[14]	ONUFEMMES[15]	1 Conseiller Régional en Evaluation 1 expert genre et droits humains

Afin d'assurer un fonctionnement efficace du groupe de référence, une stratégie dédiée sera mise en place pour s'assurer de la désignation nominative des personnes clés qui en feront partie. Des termes de référence seront élaborés et un atelier technique sera organisé au terme de la collecte des données[16].

3. ASSURANCE-QUALITE

Personne clé	Rôle	Responsabilité
Clément Bansé	Réviseur interne IDEV	• Assurance qualité de la méthodologie et des différents livrables
A définir	Réviseur externe indépendant	• Assurance qualité de la méthodologie et des différents livrables
Ismail Aslan, Economiste Senior IEG[17]	Réviseur externe	• Assurance qualité de la méthodologie et des différents livrables

EXPERTISE EXTERNE REQUISE

L'option proposée est celle du recrutement de consultants individuels. Le tableau ci-dessous présente les profils recherchés.

Rôle	Secteur	Responsabilité	Profil
Chef d'Équipe	Gouvernance et secteurs sociaux	• Coordination du travail des consultants et gestion de la qualité des livrables de des experts sectoriels • Responsable de l'élaboration du rapport de démarrage, y inclus les aspects spécifiques des secteurs sociaux et gouvernance	• Master et plus • 7-10 ans d'expérience avérée en matière d'évaluation de stratégies, politiques et programmes • Expérience sur les questions des secteurs sociaux et de la gouvernance • Expérience avérée en matière de gestion d'équipe d'évaluateurs

13 A clarifier pendant la mission exploratoire

14 A clarifier pendant la mission exploratoire

15 Assurance qualité de l'évaluation axée sur le genre

16 A confirmer. La faisabilité technique sera analysée lors de la mission de démarrage.

17 A confirmer

		• Responsable de l'élaboration des approches et méthodologies pour l'évaluation. • Participation à la mission de collecte de données • Préparation et participation à la mission exploratoire • Production et finalisation du rapport thématique sur la gouvernance • Production et finalisation du rapport thématique sur les secteurs sociaux • Production et finalisation du rapport technique général et supervision des rapports thématiques • Préparation du projet de rapport de synthèse	• Expérience de la région ou du pays serait un atout • Bilingue français/anglais • La connaissance du portugais serait un atout
Spécialiste	Secteur agricole	• Contribution à l'élaboration du rapport de démarrage • Participation à la mission de collecte de données • Production et finalisation du rapport thématique sur le secteur agricole. • Contribution au rapport technique général	• Master et plus • Expérience avérée en matière d'évaluation de stratégies et programmes agricoles • Expérience sur les questions des politiques agricoles de la région et du pays en particulier. • L'expertise locale sera favorisée. • Français ou anglais • La compréhension du portugais serait un atout.
Spécialiste	Infrastructures (énergie, transport)	• Contribution à l'élaboration du rapport de démarrage • Participation à la mission de collecte de données • Production et finalisation du rapport thématique Infrastructures (énergie et transport, eau et assainissement) • Contribution au rapport technique général	• Master et plus • Expérience avérée en matière d'évaluation de stratégies et programmes d'infrastructures • Expérience sur les questions énergétiques et de transport dans la région et/ou le pays en particulier. • Maitrise des questions d'intégration régionale serait un atout • Bilingue Français/anglais • La compréhension du portugais est un atout
Spécialiste	Genre	• Contribution à l'élaboration du rapport de démarrage • Participation à la mission de collecte de données • Production et finalisation du rapport thématique Genre • Contribution au rapport thématique	• Master et plus • Expérience avérée en matière d'analyse situationnelle du genre ou d'élaboration de stratégie axée sur le genre • Expérience sur les questions de la région et du pays en particulier.

			• L'expérience en évaluation de stratégies /projets genre serait un atout • Bilingue Français/Anglais • La compréhension du Portugais serait un atout

LIVRABLES

Les principaux livrables de l'évaluation sont les suivants :

- Un rapport de démarrage qui précise la méthodologie et le calendrier de l'évaluation.
- Cinq rapports thématiques (Gouvernance, Social, Agriculture, Infrastructures, Genre).
- Un rapport technique global.
- Un rapport de synthèse.

CALENDRIER

L'évaluation se déroulera selon le programme préliminaire suivant :

- Phase 1 : Planification et conception : Septembre à fin Novembre 2017 : La mission de démarrage sera menée courant novembre 2017
- Phase 2 : Collecte de données et analyse : Décembre à Fin Janvier 2018
- Phase 3 : Elaboration du rapport général et finalisation technique et du rapport de synthèse : Février à Avril 2018

Le calendrier détaillé sera finalisé dans le rapport de démarrage.

ANNEXE 1 : PORTEFEUILLE ACTIF DE LA BAD EN GUINEE-BISSAU

	Secteur / Opérations	Date Apron.	Montant Appr. (million d'UC)	Montant décaissé (million d'UC)	Taux (%)	Date de clôture
SOCIAL						
1	Projet de renforcement des capacités administratives (PARCA) - Don FAD	15-juil.-09	7,80	2,03	26	31-déc-17
2	Aide d'urgence pour lutter contre l'épidémie de virus Zika (Don FSS US $ 1 million)	08-sept.-16	0,73	0,73	100	31-déc-17
	Total		**8,53**	**2,76**	**32,3**	
GOUVERNANCE						
3	Projet d'appui au Renforcement de la Gouvernance économique et financière (PARGEF) - Don FSP	1-juil-15	5,00	0,13	2,7	30 juin 19
	Total		**5,00**	**0,13**	**2,7**	
ENERGIE						
4	Projet d'amélioration du service de l'électricité dans la ville de Bissau (PASEB) - Prêt FAD - Don FAD	 8-juil-15 8-juil-15	 7,18 6,12	 0 0,17	 0 2,8	 31-déc-18 31-déc-18
5	Projet de centrale hydroélectrique Saltinho - Études / préparation (SEFA subvention)	16-sept.-15	0,70	0	0	31-déc-18
	Sous -Total		**14,00**	**0,17**	**1,2**	
AGRICULTURE						
6	Chaîne de valeur du riz projet de développement dans les régions Bafata et Oio (PDCV RIZ) - Prêt FAD - Subvention du FAD	 23 jan 17	 3,72 0,49	 0 0	 0 0	 31-déc-20
	Sous -Total		**4,21**	**0**	**0**	
	TOTAL		**31,74**	**3,06**	**9,6%**	

Opérations multinationales

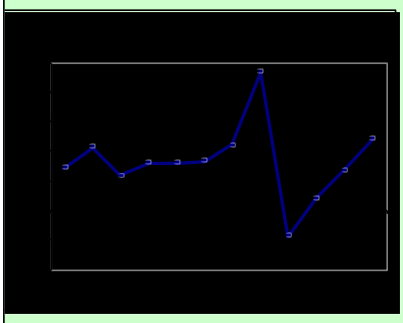
	Secteur / Operations	Date d'approb.	Montant Appr. (million d'UC)	Montant décaissé (million d'UC)	Taux (%)	Date de clôture
	ENERG Y					
1	OMVG énergie projet (Prêt FAD) OMVG énergie projet (don du FAD)	30 sept-15	3,81 0,69	0,11 0,07	2,8 10,7	31-déc.-20
	Sous -Total		**4,50**	**0,18**	**3,8**	
	TOTAL		**4,50**	**0,18**	**4,1%**	

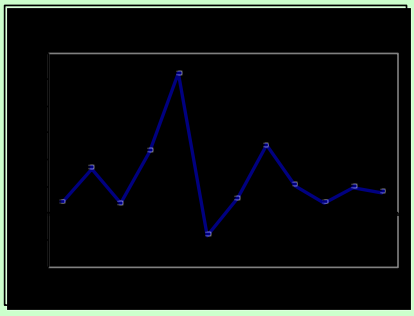
ANNEXE 2

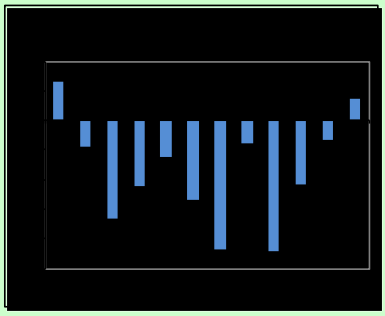
Guinée-Bissau

Principaux indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	Unité	2000	2011	2012	2013	2014	2015 (e)	2016 (p)
Comptes nationaux								
RNB aux prix courants du marché	Million $ E.U.	250	987	994	1 002	990	...	...
RNB par habitant	$ E.U.	190	590	580	570	550	...	...
PIB au prix courants	Million $ E.U.	216	1 105	996	1 027	1 031	1 067	1 120
PIB aux prix constants de 2000	Million $ E.U.	216	301	295	298	306	321	339
Croissance du PIB en termes réels	%	7,5	9,4	-1,8	0,8	2,7	4,8	5,7
Croissance du PIB par habitant en termes ré	%	5,2	6,8	-4,2	-1,6	0,2	2,4	3,3
Investissement intérieur brut	% du PIB	20,1	6,4	7,0	7,5	8,0	9,1	9,2
Investissement public	% du PIB	9,7	3,7	4,1	4,4	4,7	4,9	4,8
Investissement privé	% du PIB	10,4	2,7	2,9	3,1	3,3	4,2	4,4
Epargne nationale	% du PIB	14,6	7,4	2,0	1,3	6,0	4,2	4,0
Prix et Monnaie								
Inflation (IPC)	%	8,6	5,1	2,1	0,8	1,9	1,5	2,1
Taux de change (moyenne annuelle)	monnaie locale / $ E.U.	712,0	471,9	510,5	494,0	494,4	591,4	603,1
Masse monétaire, variations annuelles (M2)	%	58,9	45,8	-3,8	11,9	27,7	11,2	...
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB / M	%	42,1	38,6	38,1	42,8	54,3	48,8	...
Finances publiques								
Recettes totales et dons	% du PIB	...	16,7	10,6	10,3	20,8	23,6	21,7
Dépenses totales et prêts nets	% du PIB	...	17,9	15,4	15,0	22,8	25,9	24,4
Déficit (-) / Excédent global (+)	% du PIB	...	-1,2	-5,2	-5,3	-2,1	-2,2	-2,7
Secteur extérieur								
Variation en volume des exportations (march	%	-12,8	26,1	-25,3	57,9	-14,9	2,1	7,6
Variation en volume des importations (march	%	-21,1	5,0	-26,0	1,3	30,7	29,0	13,9
Variation des termes de l'échange	%	133,8	180,6	-26,2	-26,4	32,4	10,8	-0,3
Solde des comptes courants	Million $ E.U.	32	-17	-88	-45	-13	16	-27
Solde des comptes courants	% du PIB	14,8	-1,5	-8,8	-4,4	-1,3	1,5	-2,4
Réserves internationales	mois d'importations	8,3	7,8	7,8	8,3	11,0	11,8	...
Dette et flux financiers								
Service de la dette	% des exportations	2,0	1,2	1,2	0,1	0,8	0,9	1,2
Dette extérieure totale	% du PIB	217,1	24,4	25,2	23,2	23,7	27,0	25,4
Flux financiers nets totaux	Million $ E.U.	85	111	50	101	106	...	...
Aide publique au développement nette	Million $ E.U.	81	120	79	104	109	...	...
Investissements nets directs en prov. de l'étr	Million $ E.U.	1	25	7	20	21	...	...







Source : Département de la statistique de la BAD; FMI: Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2015 et Statistiques financières internationales,octobre2015;
Département de la statistique : Plateforme des données (base de donnée), mars 2016; OCDE, Division des systèmes statistiques.

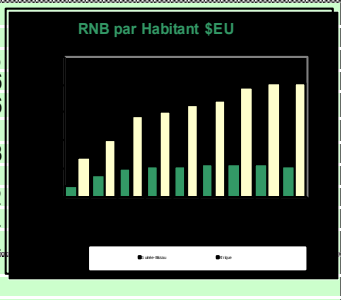
Notes: ... Données non disponibles ' (e) Estimations (p) Projection Dernière mise à jour : avril 2016

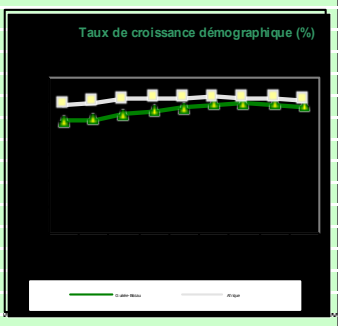
ANNEXE 3

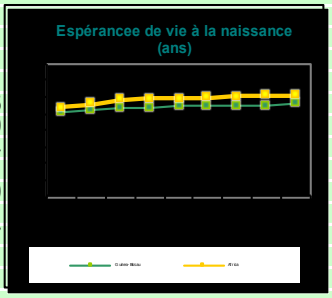
Guinée-Bissau

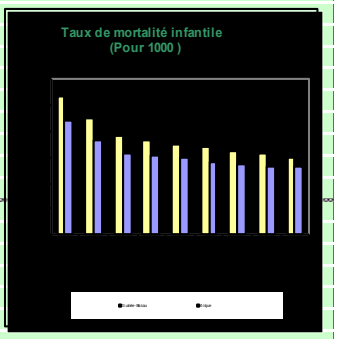
INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES COMPARATIFS

	Année	Guinée-Bissau	Afrique	Pays en Dévelop-pement	Pays Déve-loppés
Indicateurs de Base					
Superficie ('000 Km²)	2016	36	30 067	94 638	36 907
Population totale (millions)	2016	1,9	1 214,4	3 010,9	1 407,8
Population urbaine (% of Total)	2016	48,5	40,1	41,6	80,6
Densité de la population (au Km²)	2016	67,2	41,3	67,7	25,6
Revenu national brut (RNB) par Habitant ($ EU)	2014	550	2 045	4 226	38 317
Participation de la Population Active *- Total (%)	2016	72,8	65,6	63,9	60,3
Participation de la Population Active **- Femmes (%)	2016	67,3	55,6	49,9	52,1
Valeur de l'Indice sexospécifique de dévelop. humain	2007-2013	0.381	0.801	0.506	0.792
Indice de développement humain (rang sur 187 pays)	2014	178	...	...	...
Population vivant en dessous de 1,90 $ par Jour (%)	2008-2013	67,1	42,7	14,9	...
Indicateurs Démographiques					
Taux d'accroissement de la population totale (%)	2016	2,4	2,5	1,9	0,4
Taux d'accroissement de la population urbaine (%)	2016	3,9	3,6	2,9	0,8
Population âgée de moins de 15 ans (%)	2016	40,7	40,9	28,0	17,2
Population âée de 65 ans et plus (%)	2016	3,2	3,5	6,6	16,6
Taux de dépendance (%)	2016	78,4	79,9	52,9	51,2
Rapport de Masculinité (hommes pour 100 femmes)	2016	98,6	100,2	103,0	97,6
Population féminine de 15 à 49 ans (%)	2016	24,3	24,0	25,7	22,8
Espérance de vie à la naissance - ensemble (ans)	2016	55,8	61,5	66,2	79,4
Espérance de vie à la naissance - femmes (ans)	2016	57,6	63,0	68,0	82,4
Taux brut de natalité (pour 1000)	2016	36,2	34,4	27,0	11,6
Taux brut de mortalité (pour 1000)	2016	11,7	9,1	7,9	9,1
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	2015	60,3	52,2	35,2	5,8
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1000)	2015	92,5	75,5	47,3	6,8
Indice synthétique de fécondité (par femme)	2016	4,7	4,5	3,5	1,8
Taux de mortalité maternelle (pour 100000)	2015	549,0	495,0	238,0	10,0
Femmes utilisant des méthodes contraceptives (%)	2016	17,6	31,0	...	...
Indicateurs de Santé et de Nutrition					
Nombre de médecins (pour 100000 habitants)	2004-2013	7.0	47.9	123.8	292.3
Nombre d'infirmières et sages-femmes (pour 100000 habitants)	2004-2013	58,5	135,4	220,0	859,8
Naissances assistées par un personnel de santé qualifié (%)	2010-2015	45,0	53,2	68,5	...
Accès à l'eau salubre (% de la population)	2015	79,3	71,6	89,3	99,5
Espérance de vie en bonne santé à la naissance (années)	2013	51,5	54,0	57,0	68,0
Accès aux services sanitaires (% de la population)	2015	20,8	39,4	61,2	99,4
Pourcent. d'adultes de 15-49 ans vivant avec le VIH/SIDA	2014	3,7	3,8	...	...
Incidence de la tuberculose (pour 100000)	2014	369,0	245,9	160,0	21,0
Enfants vaccinés contre la tuberculose (%)	2014	94,0	84,1	90,0	...
Enfants vaccinés contre la rougeole (%)	2014	69.0	76.0	83.5	93.7
Insuffisance pondérale des moins de 5 ans (%)	2010-2014	17,0	18,1	16,2	1,1
Apport journalier en calorie par habitant	2011	2 304	2 621	2 335	3 503
Dépenses publiques de santé (en % du PIB)	2013	1,1	2,6	3,0	7,7
Indicateurs d'Education					
Taux brut de scolarisation au (%)					
Primaire - Total	2010-2015	113,7	100,5	104,7	102,4
Primaire - Filles	2010-2015	109,8	97,1	102,9	102,2
Secondaire - Total	2010-2015	32.6	50.9	57.8	105.3
Secondaire - Filles	2010-2015	12,1	48,5	55,7	105.3
Personnel enseignant féminin au primaire (% du total)	2010-2015	21,8	47,6	50,6	82,2
Alphabétisme des adultes - Total (%)	2010-2015	59,8	66,8	70,5	98,6
Alphabétisme des adultes - Hommes (%)	2010-2015	71,7	74,3	77,3	98,9
Alphabétisme des adultes - Femmes (%)	2010-2015	48,1	59,4	64,0	98,4
Dépenses d'éducation en % du PIB	2010-2014	2,4	5,0	4,2	4,8
Indicateurs d'Environnement					
Terres arables (en % de la superficie totale)	2013	10,7	8,6	11,9	9,4
Terres agricoles (% superficie des terres)	2013	58,0	43,2	43,4	30,0
Forêts (en % pourcentage de la superficie totale)	2013	70,8	23,3	28,0	34,5
Emissions du CO2 par habitant (tonnes métriques)	2012	0.3	1.1	3.0	11.6









Source : Base des données du Département des Statistiques de la BAD; *dernière mise à jour:* *Aout 2016*

Banque Mondiale WDI*; ONUSIDA; UNSD; OMS, UNICEF, PNUD, Rapports nationaux.*

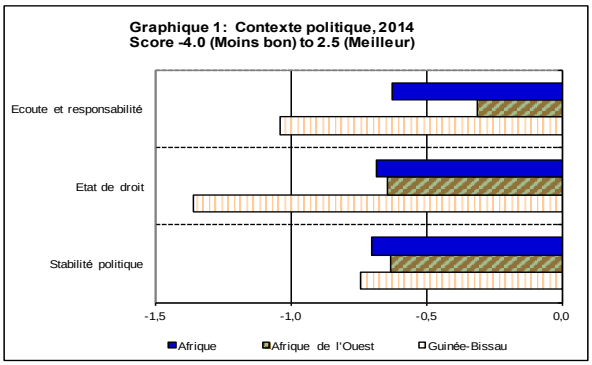
*Notes: n.a. Non Applicable ; ... : Données non disponibles. * Participation à la population active, total (% de la population totale âgée de 15+)*

*** Participation à la population active, femmes (% de la population féminine âgée de 15+)*

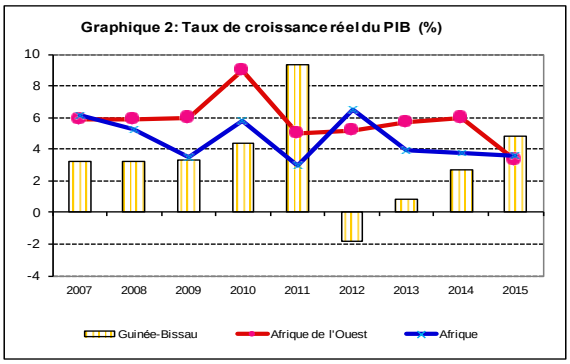
ANNEXE 4

Guinée-Bissau : Tableaux et graphiques pour la préparation des DSP

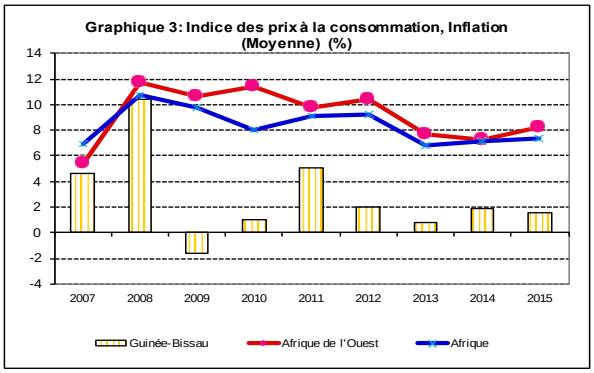
Contexte politique et économique



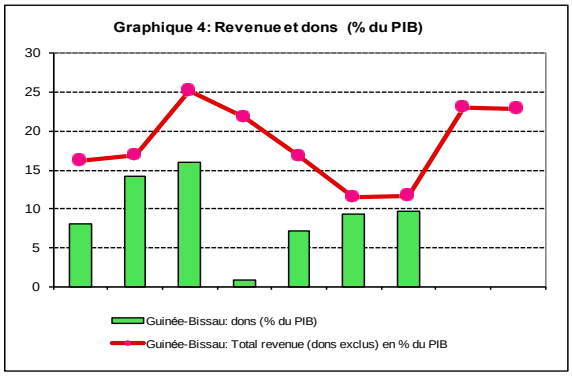
Source: Département des statistiques de la BAD en utilisant les données du WEF 2015



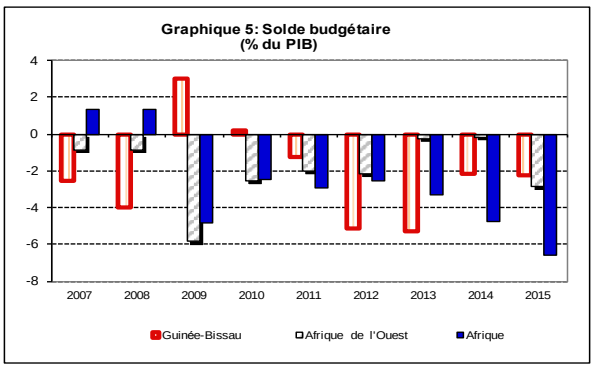
Source: Département des statistiques de la BAD, PEA avril 2016



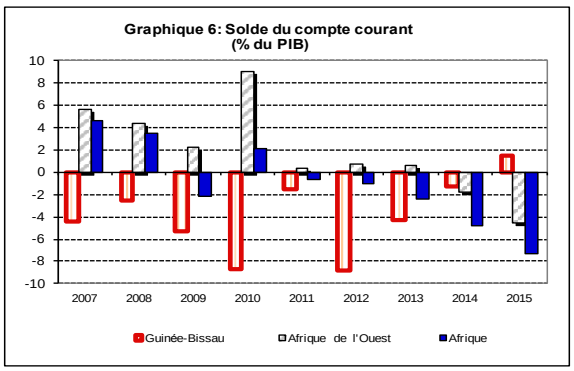
Source: Département des statistiques de la BAD, PEA avril 2016



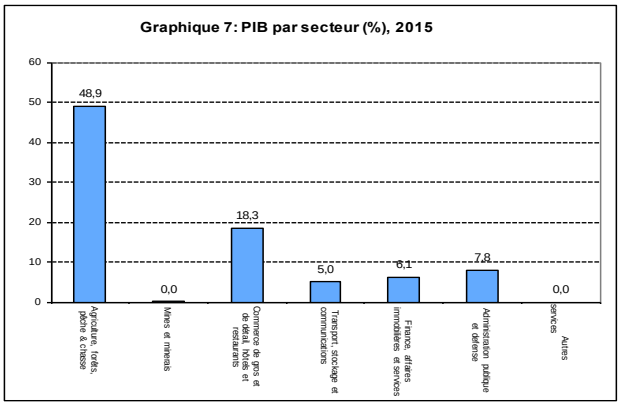
Source: Département des statistiques de la BAD, PEA avril 2016



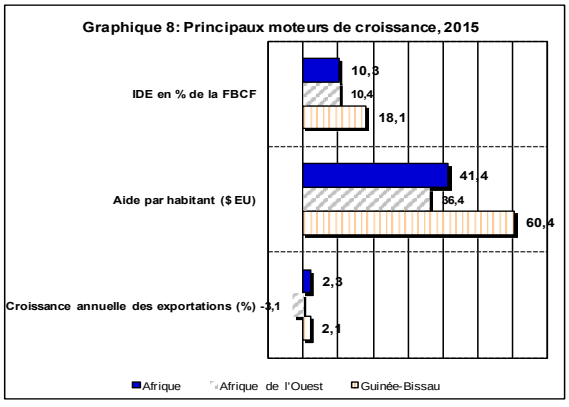
Source: Département des statistiques de la BAD, PEA avril 2016



Source: Département des statistiques de la BAD, PEA avril 2016



Source: Département des statistiques de la BAD.



Source: Département des statistiques de la BAD.

ANNEXE 5

Gouvernance, climat des affaires et competitivité

Contexte de la gouvernance et du climat des affaires

Tableau 1: Facilité des affaires en 2014 et 2015

Pays	Rang en 2014	Rang en 2015	Statut - Amélioration (▼)
Afrique centrale			
Cameroun	38	42	▲
République Centrafricaine	49	50	▲
Tchad	47	48	▲
Rép. Démocratique du Congo	51	49	▼
Congo	42	43	▲
Guinée Equatoriale	44	46	▲
Gabon	29	34	▲
Afrique de l'est			
Burundi	45	39	▼
Comores	30	33	▲
Djibouti	37	40	▲
Erythrée	46	48	▲
Ethiopie	9	13	▲
Kenya	10	11	▲
Rwanda	4	3	▼
Seychelles	12	10	▼
Somalie	0	0	►
	0	0	►
Soudan	20	19	▼
Tanzanie	16	17	▲
Afrique du Nord			
Algérie	23	26	▲
Egypte	11	12	▲
Jamahiriya Arabe Libyenne	0	0	►
Mauritanie	35	34	▼
Maroc	13	9	▼
Tunisie	3	4	▲

Source: Département des statistiques de la BAD en utilisant des données du Doing Business

Tableau 1 (suite): Facilité des affaires en 2014 et 2015

Pays	Rang en 2014	Rang en 2015	Statut - Amélioration (▼)
Afrique australe			
Angola	40	42	▲
Botswana	5	5	►
Lesotho	22	23	▲
Madagascar	24	20	▼
Malawi	21	24	▲
Maurice	1	1	►
Mozambique	18	21	▲
Namibie	7	7	►
Afrique du Sud	2	2	►
Swaziland	15	16	▲
Zambie	8	8	►
Zimbabwe	38	41	▲
Afrique de l'ouest			
Bénin	42	44	▲
Burkina Faso	28	28	►
Cap-Vert	17	14	▼
Côte d'Ivoire	39	38	▼
Gambie	25	27	▲
Ghana	6	6	►
Guinée	47	47	►
Guinée-Bissau	49	45	▼
Libéria	29	29	►
Mali	26	25	▼
Niger	41	43	▲
Nigéria	19	18	▼
Sénégal	31	30	▼
Sierra Leone	27	22	▼
Togo	32	36	▲

Source: Département des statistiques de la BAD en utilisant des données du Doing Business

Intitulé	Rang en 2014	Rang en 2015	Statut Amélioration (▼)
Facilité de faire des affaires	181	178	▼
Démarrage d'une entreprise	176	179	▲
Agréments	172	163	▼
Enregistrement de biens	168	150	▼
Obtention de crédits	128	133	▲
Protection des investisseurs	154	155	▲
Paiement des impôts	148	152	▲
Commerce transfrontalier	149	148	▼
Exécution des contrats	162	162	►
Fermeture d'une entreprise	189	189	►

Source: Département des statistiques de la BAD en utilisant des données du Doing Business

Indicateurs	2013	2014
Efficacité de la gouvernance	-1,44	...
Ecoute et responsabilité	-1,41	-1,04
Perception de la corruption	-1,33	-1,51
Etat de droit	-1,62	-1,36

Source: Département des statistiques de la BAD en utilisant les données du WEF 2015